



## Quand les justes vont en prison

Par [Chris Hedges](#)

Mondialisation.ca, 19 août 2022

[consortiumnews.com](http://consortiumnews.com)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

***L'emprisonnement de Daniel Hale, prisonnier fédéral 26069-075 à Marion, Illinois, est un microcosme du vaste goulag en construction pour nous tous.***

*Daniel Hale, vêtu d'un uniforme kaki, les cheveux coupés courts et arborant une longue barbe brune bien entretenue, est assis derrière un écran en plexiglas et parle dans un combiné téléphonique de la prison fédérale de Marion, dans l'Illinois.*

Je tiens un récepteur de l'autre côté du plexiglas et l'écoute décrire son parcours depuis qu'il a travaillé pour la National Security Agency et la Joint Special Operations Task Force à la base aérienne de Bagram en Afghanistan jusqu'à devenir prisonnier fédéral 26069-075.

Hale, un ancien analyste du renseignement électromagnétique de l'armée de l'air âgé de 34 ans, purge une peine de 45 mois de prison, à la suite de sa condamnation en vertu de la loi sur l'espionnage pour avoir divulgué des documents classifiés sur le programme d'assassinat par drone de l'armée des EU et son nombre élevé de morts civiles.



**Daniel Hale**, avec son chat le 4 décembre 2020. (Wikimedia Commons)

Les documents seraient la source de « The Drone Papers » publié par The Intercept, le 15 octobre 2015.

Ces documents ont révélé qu'entre janvier 2012 et février 2013, les frappes aériennes de drones d'opérations spéciales étasuniennes ont tué plus de 200 personnes, dont seulement 35 étaient les cibles visées. Selon les documents, sur une période de cinq mois de l'opération, près de 90 % des personnes tuées dans les frappes aériennes n'étaient pas les cibles visées. Les civils morts, généralement des passants innocents, étaient systématiquement classés comme « ennemis tués au combat ».

Le meurtre terrorisant et généralisé de milliers, voire de dizaines de milliers de civils était un puissant outil de recrutement pour les talibans et les insurgés irakiens. Les attaques aériennes ont créé bien plus de combattants hostiles qu'elles n'en ont éliminés et ont enrégé de nombreuses personnes dans le monde musulman.

Hale est composé, articulé et en bonne forme physique grâce à son régime d'exercices quotidiens qu'il s'est imposé. Nous discutons des livres qu'il a récemment lus, notamment le roman de John Steinbeck *East of Eden* et *Baseless : My Search for Secrets in the Ruins of the Freedom of Information Act* de Nicholson Baker, qui explore si les États-Unis ont utilisé des armes biologiques contre la Chine et la Corée pendant la Seconde Guerre mondiale. et la guerre de Corée.

Hale est actuellement hébergé dans l'Unité de gestion des communications (CMU), une unité spéciale qui restreint sévèrement et surveille fortement les communications, y compris nos conversations et nos visites.

La décision du Bureau des prisons d'enfermer Hale dans l'aile la plus sécurisée d'une prison supermax ignore la recommandation du juge de condamnation Liam O'Grady, qui a suggéré qu'il soit placé dans un hôpital pénitentiaire à faible sécurité à Butner, Nord Carolina, où il pourrait se faire soigner pour son stress post-traumatique.

Hale fait partie des quelques dizaines de personnes de conscience qui ont sacrifié leur carrière et leur liberté d'informer le public sur les crimes, la fraude et les mensonges du gouvernement. Plutôt que d'enquêter sur les crimes révélés et de demander des comptes à ceux qui les ont commis, les deux partis au pouvoir font la guerre à tous ceux qui s'expriment.

Ces hommes et ces femmes de conscience sont la pierre angulaire du journalisme. Les journalistes ne peuvent pas documenter les abus de pouvoir sans eux. Le silence de la presse sur l'emprisonnement de Hale, ainsi que sur la persécution et l'emprisonnement d'autres champions d'une société ouverte, comme Julian Assange, est assourdissant.

Si nos fonctionnaires les plus importants, ceux qui ont le courage d'informer le public, continuent d'être criminalisés à ce rythme, nous cimenterons une censure totale, aboutissant à un monde où les abus et les crimes des puissants sont plongés dans les ténèbres.



Le président Barack Obama a militarisé la loi sur l'espionnage pour poursuivre ceux qui ont fourni des informations classifiées à la presse. La Maison Blanche d'Obama, dont les atteintes aux libertés civiles furent pires que celles de l'administration Bush, a utilisé la loi de 1917, conçue pour poursuivre les espions, contre huit personnes qui ont divulgué des informations aux médias, notamment - Edward Snowden , Thomas Drake, Chelsea Manning, Jeffrey Sterling et John Kiriakou, qui ont passé deux ans et demi en prison pour avoir dénoncé la torture de routine de suspects détenus dans des sites secrets.

Toujours en vertu de la loi sur l'espionnage, Joshua Schulte, un ancien ingénieur informaticien de la CIA, a été reconnu coupable le 13 juillet de la prétendue fuite Vault 7, publiée par WikiLeaks en 2017, qui a révélé comment la CIA avait piraté les smartphones Apple et Android et était devenue connectée à Internet, téléviseurs en appareils d'écoute. Il risque jusqu'à 80 ans de prison. Assange - bien qu'il soit un éditeur et non un citoyen des EU, et que WikiLeaks ne soit pas une publication basée aux États-Unis, a été inculpé par l'administration Trump en vertu de la loi.

Obama a utilisé la loi sur l'espionnage contre ceux qui ont fourni des informations aux médias plus que toutes les administrations précédentes réunies. Il a créé un précédent juridique terrifiant, assimilant informer le public à espionner pour une puissance hostile.

J'ai publié des documents classifiés lorsque j'étais journaliste au *New York Times*. Des poursuites pour simple possession de tels documents, ainsi que leur publication, ne sont qu'un pas entre la criminalisation du journalisme et l'emprisonnement et le meurtre de journalistes, comme Jamal Khashoggi au consulat saoudien en 2018 à Istanbul.

Alors qu'Assange se réfugiait à l'ambassade d'Équateur à Londres, la CIA a discuté de son

enlèvement et de son assassinat après la publication des documents de l'abri 7.

La loi sur l'espionnage a fait l'objet d'abus dans le passé. Le président Woodrow Wilson l'a utilisé pour jeter des socialistes, dont le socialiste et syndicaliste révolutionnaire Eugene V. Debs, en prison pour s'être opposés à la participation des EU à la Première Guerre mondiale.

La surveillance gouvernementale de masse, dont de nombreuses personnes accusées en vertu de la loi sur l'espionnage ont tenté d'avertir le public, comprend la surveillance des journalistes. La surveillance de la presse, ainsi que de ceux qui tentent d'informer le public en fournissant des informations aux journalistes, a largement mis fin aux enquêtes sur les rouages du pouvoir. Le prix de dire la vérité est trop élevé.

Hale, formé dans l'armée en tant que linguiste spécialiste du mandarin, était mal à l'aise au moment où il a commencé à travailler dans le programme secret de drones.

« J'avais besoin d'une feuille de paie », dit-il à propos de son travail dans l'Air Force et plus tard en tant qu'entrepreneur privé dans le programme de drones, « J'étais sans abri. Je n'avais nulle part où aller. Mais je savais que c'était mal.

Alors qu'il était en poste à Fort Bragg, en Caroline du Nord, il a pris une semaine de congé en octobre 2011 pour camper dans le parc Zuccotti de New York pendant le mouvement Occupy Wall Street. Il portait son uniforme - un acte audacieux de défi ouvert à quelqu'un en service actif - et brandissait une pancarte indiquant « Libérez Bradley Manning », qui n'avait pas encore annoncé son changement de sexe.

« J'ai dormi dans le parc », dit-il. « J'étais là le matin [le maire] Bloomberg et sa petite amie ont fait la première tentative pour dégager les occupants. Je me suis tenu avec des milliers de manifestants, y compris des membres du syndicat des camionneurs et des travailleurs des communications, qui ont encerclé le parc. La police a reculé. J'ai appris plus tard que pendant que j'étais dans le parc, Obama a ordonné une frappe de drone au Yémen qui a tué Abdulrahman Anwar al-Awlaki, le fils de 16 ans du religieux radicalisé Anwar al-Awlaki, tué par une frappe de drone deux semaines plus tôt .”

Hale a été déployé quelques mois plus tard sur la base aérienne afghane de Bagram.

Il a décrit son travail dans une lettre au juge :

« En ma qualité d'analyste du renseignement électromagnétique en poste à la base aérienne de Bagram, on m'a demandé de localiser géographiquement des téléphones portables supposés être en possession de soi-disant combattants ennemis. Pour accomplir cette mission, il fallait avoir accès à une chaîne complexe de satellites couvrant le globe capables de maintenir une connexion ininterrompue avec des aéronefs télépilotés, communément appelés drones. Une fois qu'une connexion stable est établie et qu'un appareil de téléphone portable ciblé est acquis, un analyste d'imagerie aux États-Unis, en coordination avec un pilote de drone et un opérateur de caméra, prend le relais en utilisant les informations que j'ai fournies pour surveiller tout ce qui s'est passé dans le champ de vision du drone. Cela a été fait, le plus souvent, pour documenter la vie quotidienne des militants présumés. Parfois, dans de bonnes conditions, une tentative de capture serait faite. D'autres fois, la décision de les frapper et de les tuer là où ils se trouvaient était pesée.

La première fois que j'ai été témoin d'une frappe de drone s'est produite quelques jours

après mon arrivée en Afghanistan. Tôt ce matin-là, avant l'aube, un groupe d'hommes s'était rassemblé dans les chaînes de montagnes de la province de Patika autour d'un feu de camp portant des armes et préparant du thé. Qu'ils aient porté des armes avec eux n'aurait pas été considéré comme inhabituel là où j'ai grandi, et encore moins dans les territoires tribaux pratiquement anarchiques hors du contrôle des autorités afghanes. Sauf que parmi eux se trouvait un membre présumé des talibans, dénoncé par l'appareil de téléphone portable ciblé dans sa poche. Quant aux autres individus, être armés, en âge de servir et assis en présence d'un prétendu combattant ennemi était une preuve suffisante pour les placer également en suspicion. Bien qu'ils se soient rassemblés pacifiquement, ne posant aucune menace, le destin des hommes qui buvaient maintenant du thé avait pratiquement été accompli. Je ne pouvais que regarder alors que j'étais assis et que je regardais à travers un écran d'ordinateur quand une rafale soudaine et terrifiante de missiles Hellfire s'est écrasée, éclaboussant des tripes de cristal violet sur le flanc de la montagne du matin.

Depuis ce temps et à ce jour, je continue à me souvenir de plusieurs de ces scènes de violence réalistes réalisées dans le froid confort d'une chaise d'ordinateur. Pas un jour ne passe sans que je ne remette en question la justification de mes actions. Selon les règles d'engagement, il m'aurait peut-être été permis d'avoir aidé à tuer ces hommes - dont je ne parlais pas la langue, dont je ne comprenais pas les coutumes et dont je ne pouvais pas identifier les crimes - de la manière horrible que j'ai faite. Regardez-les mourir. Mais comment pourrait-il être considéré comme honorable de ma part d'avoir continuellement attendu la prochaine occasion de tuer des personnes sans méfiance, qui, le plus souvent, ne représentent aucun danger pour moi ou pour toute autre personne à ce moment-là. Comment se pourrait-il qu'une personne sensée continue de croire qu'il était nécessaire pour la protection des États-Unis d'Amérique d'être en Afghanistan et de tuer des gens, dont aucun n'était responsable des attentats du 11 septembre contre notre nation. Néanmoins, en 2012, un an après la disparition d'Oussama ben Laden au Pakistan, j'ai participé au meurtre de jeunes hommes égarés qui n'étaient que de simples enfants le jour du 11 septembre.

Hale a dérivé après avoir quitté l'Air Force, a abandonné la New School où il fréquentait l'université, puis a obtenu un emploi chez un entrepreneur privé travaillant pour la National Geospatial-Intelligence Agency du gouvernement. Il y a travaillé comme analyste en géographie politique entre décembre 2013 et août 2014.

« Je gagnais 80 000 \$ par an », dit-il dans le récepteur. « J'avais des amis avec des diplômes universitaires qui ne pouvaient pas gagner ce genre d'argent. »

Inspiré par le militant pour la paix David Dellinger, Hale a décidé de devenir un « traître » à « l'American way of death ». Il ferait amende honorable pour sa complicité dans les tueries, même au prix de sa liberté. Il a divulgué 17 documents classifiés révélant le nombre élevé de civils tués par des frappes de drones. Il est devenu un critique franc et éminent du programme de drones.

Parce que Hale a été inculpé en vertu de la loi sur l'espionnage, il n'a pas été autorisé à expliquer ses motivations au tribunal. Il lui a également été interdit de prouver au tribunal que le programme d'assassinats par drone avait tué et blessé un grand nombre de non-combattants, y compris des enfants.

« La preuve de l'opinion de l'accusé sur les procédures militaires et de renseignement

détournerait inutilement le jury de la question de savoir s'il avait illégalement conservé et transmis des documents classifiés, et transformerait plutôt la piste en une enquête sur les procédures militaires et de renseignement américaines », ont déclaré les avocats du gouvernement dans une requête au procès de Hale .

« L'accusé peut souhaiter que son procès pénal devienne un forum sur autre chose que sa culpabilité, mais ces débats ne peuvent pas et n'éclairent pas les questions essentielles dans cette affaire : si l'accusé a illégalement conservé et transféré les documents qu'il a volés », a déclaré le gouvernement. le mouvement a continué.

Les drones tirent souvent des missiles Hellfire équipés d'une ogive explosive pesant environ 20 livres. Une variante Hellfire, connue sous le nom de R9X , porte une ogive inerte. Au lieu d'exploser, il projette environ 100 livres de métal à travers un véhicule. L'autre caractéristique du missile comprend six longues lames nichées à l'intérieur qui se déploient quelques secondes avant l'impact, déchiquetant tout ce qui se trouve devant lui, y compris les personnes.

Des drones planent 24 heures sur 24 dans le ciel de pays comme l'Irak, la Somalie, le Yémen, le Pakistan, la Syrie et, avant la défaite des EU, l'Afghanistan. Opérés à distance depuis des bases de l'Air Force aussi éloignées des sites cibles que le Nevada, les drones tirent instantanément et sans avertissement anéantissent des maisons et des véhicules ou tuent des groupes de personnes. Hale a trouvé troublante la jovialité des jeunes opérateurs de drones, qui traitaient les meurtres comme s'il s'agissait d'un jeu vidéo amélioré. Les enfants victimes d'attaques de drones ont été rejetés comme des « terroristes de taille amusante ».

Ceux qui survivent aux frappes de drones sont souvent gravement mutilés, perdent des membres, souffrent de brûlures graves et de blessures causées par des éclats d'obus, et perdent la vue et l'ouïe.

Dans une déclaration qu'il a lue lors de sa condamnation le 27 juillet 2021, Hale a déclaré :

« Je pense aux agriculteurs dans leurs champs de pavot dont la récolte quotidienne leur permettra de passer en toute sécurité des seigneurs de la guerre, qui, à leur tour, l'échangeront contre des armes avant qu'elle ne soit synthétisée, reconditionnée et revendue des dizaines de fois avant qu'elle ne trouve son chemin dans ce pays et dans les veines brisées de la prochaine victime d'opioïdes de notre pays. Je pense aux femmes qui, bien qu'elles aient vécu toute leur vie sans jamais avoir eu le droit de faire autant de choix pour elles-mêmes, sont traitées comme des pions dans un jeu impitoyable auquel jouent les politiciens lorsqu'ils ont besoin d'une justification pour poursuivre le meurtre de leurs fils et maris. Et je pense aux enfants, dont les visages sales et aux yeux brillants regardent vers le ciel et espèrent voir des nuages gris, effrayés par les jours bleus clairs qui invitent les drones à venir porter des notes de mort impatientes pour leurs pères.

« Comme l'a dit un opérateur de drone », a-t-il lu au tribunal, « Est-ce qu'il vous arrive de marcher sur des fourmis sans jamais y penser ? » C'est ce qu'on vous fait penser des cibles. Ils le méritaient, ils ont choisi leur camp. Vous avez dû tuer une partie de votre conscience pour continuer à faire votre travail - en ignorant la voix intérieure qui vous disait que ce n'était pas bien. Moi aussi, j'ai ignoré la voix intérieure alors que je continuais à marcher aveuglément vers le bord d'un abîme. Et quand je me suis retrouvé au bord du gouffre, prêt à céder, la voix m'a dit : « Toi qui avais été un chasseur d'hommes, tu n'es plus. Par la

grâce de Dieu, vous avez été sauvé. Maintenant, va et sois un pêcheur d'hommes afin que d'autres connaissent la vérité.'"

C'est, ironiquement, l'élection d'Obama qui a encouragé Hale à rejoindre l'Air Force.

« Je pensais qu'Obama, qui en tant que candidat s'opposait à la guerre en Irak, mettrait fin aux guerres et à l'anarchie de l'administration Bush », dit-il.

Cependant, quelques semaines après son entrée en fonction, Obama a approuvé le déploiement de 17 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, où 36 000 soldats américains et 32 000 soldats de l'OTAN étaient déjà déployés.

À la fin de l'année, Obama a de nouveau augmenté de 30 000 le nombre de ses troupes en Afghanistan, doublant les pertes étasuniennes. Il a également massivement élargi le programme de drones, faisant passer le nombre de frappes de drones de plusieurs dizaines l'année précédant sa prise de fonction à 117 lors de sa deuxième année de mandat. Au moment où il a quitté ses fonctions, Obama avait présidé à 563 frappes de drones qui avaient tué environ 3 797 personnes, dont beaucoup étaient des civils.

Obama a autorisé des « frappes de signature » permettant à la CIA de mener des attaques de drones contre des groupes de militants présumés sans obtenir d'identification formelle. Son administration a approuvé les frappes de drones de « suivi » ou de « double pression », qui ont déployé des drones pour frapper toute personne ayant aidé les blessés lors de la frappe initiale de drones.

Le Bureau des journalistes d'investigation a rapporté en 2012 qu'« au moins 50 civils ont été tués dans des frappes de suivi alors qu'ils étaient allés aider des victimes », au cours des trois premières années au pouvoir d'Obama. De plus, « plus de 20 civils ont également été attaqués lors de frappes délibérées sur les funérailles et les personnes en deuil », indique le rapport. Obama a étendu l'empreinte du programme de drones au Pakistan, en Somalie et au Yémen, et a établi des bases de drones en Arabie saoudite et en Turquie.

« Il existe plusieurs listes de ce type, utilisées pour cibler des individus pour différentes raisons », écrit Hale dans un essai intitulé « Pourquoi j'ai divulgué les documents de la liste de surveillance », initialement publié de manière anonyme en mai 2016 dans le livre *The Assassination Complex : Inside the Government's Secret Drone*. Programme de guerre par Jeremy Scahill et le personnel de The Intercept .

« Certaines listes sont étroitement tenues ; d'autres couvrent plusieurs agences de renseignement et d'application de la loi locales », écrit Hale dans l'essai.

« Il existe des listes utilisées pour tuer ou capturer des « cibles de grande valeur » supposées, et d'autres destinées à menacer, contraindre ou simplement surveiller l'activité d'une personne. Cependant, toutes les listes, qu'il s'agisse de tuer ou de réduire au silence, proviennent du Terrorist Identities Datamart Environment (TIDE) et sont gérées par le Terrorist Screening Center du National Counterterrorism Center. L'existence de TIDE n'est pas classifiée, mais les détails sur son fonctionnement dans notre gouvernement sont complètement inconnus du public. En août 2013, la base de données a franchi le cap du million d'entrées. Aujourd'hui, il compte des milliers d'entrées plus importantes et croît plus rapidement qu'il ne l'a fait depuis sa création en 2003. »

Le Terrorist Screening Center, écrit-il, stocke non seulement les noms, les dates de

naissance et d'autres informations d'identification des cibles potentielles, mais stocke également « les dossiers médicaux, les relevés de notes et les données de passeport ; numéros de plaque d'immatriculation, e-mail et numéros de téléphone portable (ainsi que les numéros d'identité internationale d'abonné mobile et d'identité internationale d'équipement de station mobile) ; vos numéros de compte bancaire et vos achats ; et d'autres informations sensibles, y compris l'ADN et des photographies capables de vous identifier à l'aide d'un logiciel de reconnaissance faciale.

Les données des suspects sont collectées et mises en commun par l'alliance du renseignement formée par l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis, connue sous le nom de Five Eyes. Chaque personne sur la liste se voit attribuer un numéro personnel TIDE, ou TPN.

Le président Barack Obama parle de l'alliance américano-australienne à Darwin, Australie, le 17 novembre 2011. (Sgt. Pete Thibodeau/Wikimedia Commons)

« D'Oussama ben Laden (TPN 1063599) à Abdulrahman Awlaki (TPN 26350617), le fils américain d'Anwar al Awlaki, quiconque a déjà été la cible d'une opération secrète s'est d'abord vu attribuer un TPN et est étroitement surveillé par toutes les agences qui suivent cela. TPN bien avant qu'ils ne soient finalement inscrits sur une liste distincte et condamnés à mort de manière extrajudiciaire », a écrit Hale.

Comme Hale l'a exposé dans les documents divulgués, les plus d'un million d'entrées dans la base de données TIDE incluent environ 21 000 citoyens des EU.

« Quand le président se lève devant la nation et dit qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour s'assurer qu'il y aura une quasi-certitude qu'il n'y aura pas de civils tués, il dit cela parce qu'il ne peut pas dire le contraire, parce qu'à chaque fois qu'une action est entreprise pour terminer une cible, il y a une certaine conjecture dans cette action », déclare Hale dans le documentaire primé *National Bird*, un film sur les dénonciateurs du programme étasunien de drones qui ont subi un préjudice moral et un stress post-traumatique. « Ce n'est qu'après l'abandon de toute sortes d'ordres que vous savez combien de dégâts réels ont été causés. Souvent, la communauté du renseignement est dépendante, le Commandement des opérations spéciales conjointes, y compris la CIA, dépend des renseignements venant après qui confirment que la personne qu'ils visaient a été tuée dans l'attaque, ou qu'ils n'ont pas été tués dans cette attaque.

« Les gens qui défendent les drones, et la façon dont ils sont utilisés, disent qu'ils protègent la vie des Américains en ne les mettant pas en danger », dit-il dans le film.

« Ce qu'ils font vraiment, c'est enhardir les décideurs parce qu'il n'y a pas de menace, il n'y a pas de conséquence immédiate. Ils peuvent frapper. Ils peuvent potentiellement tuer cette personne qu'ils sont si obsédés à éliminer en raison de son danger potentiel pour les États-Unis. Mais s'il se trouve qu'ils ne tuent pas cette personne, ou que d'autres personnes impliquées dans la frappe sont également tuées, il n'y a aucune conséquence pour cela. En ce qui concerne les cibles de grande valeur, [dans] chaque mission, vous poursuivez une personne à la fois, mais toute autre personne tuée dans cette frappe est supposée être un associé de la personne ciblée. Donc, tant qu'ils peuvent raisonnablement identifier que toutes les personnes dans le champ de vision de la caméra sont des hommes d'âge militaire, c'est-à-dire toute personne dont on pense qu'elle a 16 ans ou plus, ils sont une cible légitime selon les règles d'engagement. Si cette frappe se produit et les tue tous, ils

disent simplement qu'ils les ont tous eus.

Les drones, dit-il, rendent le meurtre à distance « facile et pratique ».

Le 8 août 2014, le FBI a fait une descente au domicile de Hale. C'était son dernier jour de travail pour l'entrepreneur privé. Deux agents du FBI, un homme et une femme, lui ont pointé leurs badges au visage lorsqu'il a ouvert la porte. Environ deux douzaines d'agents, pistolets dégainés, dont beaucoup portaient des gilets pare-balles, suivaient derrière. Ils ont photographié et saccagé chaque pièce. Ils ont confisqué tous ses appareils électroniques, y compris son téléphone.

Il a passé les cinq années suivantes dans les limbes. Il a eu du mal à trouver du travail, a combattu la dépression et a envisagé le suicide. En 2019, l'administration Trump a inculpé Hale de quatre chefs d'accusation de violation de la loi sur l'espionnage et d'un chef de vol de biens gouvernementaux. Dans le cadre d'un accord de plaidoyer, il a plaidé coupable à un chef d'accusation de violation de la loi sur l'espionnage.

« Je suis ici pour répondre de mes propres crimes et non de ceux d'une autre personne », a-t-il déclaré lors de sa condamnation.

« Et il semblerait que je sois ici aujourd'hui pour répondre du crime de vol de documents, pour lequel je compte passer une partie de ma vie en prison. Mais ce pour quoi je suis vraiment ici, c'est d'avoir volé quelque chose qui ne m'a jamais appartenu : une précieuse vie humaine. Pour lequel j'ai été bien rémunéré et j'ai reçu une médaille. Je ne pouvais pas continuer à vivre dans un monde où les gens prétendaient que les choses n'arrivaient pas. Ma décision consécutive de partager des informations classifiées sur le programme de drones avec le public ne fut pas un geste pris à la légère, ni celui que j'aurais pris du tout si j'avais cru qu'une telle décision avait la possibilité de nuire à qui que ce soit d'autre qu'à moi-même. Je n'ai pas agi pour me glorifier, mais pour pouvoir un jour humblement demander pardon.

Je connais quelques Daniel Hales. Ils ont rendu possible mon reportage le plus important. Ils ont permis de dire des vérités. Ils ont tenu les puissants responsables. Ils ont donné la parole aux victimes. Ils ont informé le public. Ils ont réclamé l'État de droit.

Je m'assieds en face de Hale et me demande si c'est la fin, si lui et d'autres comme lui seront complètement réduits au silence.

L'emprisonnement de Hale est un microcosme du vaste goulag qui se construit pour nous tous.

Chris Hedges est un journaliste lauréat du prix Pulitzer qui a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le *New York Times*, où il a été chef du bureau du Moyen-Orient et chef du bureau des Balkans pour le journal. Il a auparavant travaillé à l'étranger pour *The Dallas Morning News*, *The Christian Science Monitor* et NPR. Il est l'animateur de l'émission « The Chris Hedges Report ».

Note de l'auteur aux lecteurs : il ne me reste plus aucun moyen de continuer à écrire une chronique hebdomadaire pour ScheerPost et de produire mon émission de télévision hebdomadaire sans votre aide. Les murs se referment, avec une rapidité surprenante, sur le journalisme indépendant, les élites, y compris les élites du Parti démocrate, réclamant de plus en plus de censure. Bob Scheer, qui dirige ScheerPost avec un budget restreint, et moi

ne renoncerons pas à notre engagement envers un journalisme indépendant et honnête, et nous ne mettrons jamais ScheerPost derrière un verrou d'accès payant (paywall), ne lui facturerons pas d'abonnement, ne vendrons pas vos données ou n'accepterons pas de publicité. S'il vous plaît, si vous le pouvez, inscrivez-vous sur [chrishedges.substack.com](http://chrishedges.substack.com) afin que je puisse continuer à publier ma chronique du lundi sur ScheerPost et produire mon émission de télévision hebdomadaire, « The Chris Hedges Report ».

Les opinions exprimées sont uniquement celles de l'auteur et peuvent ou non refléter celles de Consortium News.

**Chris Hedges**  
Marion, Illinois  
[ScheerPost.com](http://ScheerPost.com)

Article original en anglais: Chris Hedges: When the Just Go to Prison, [consortiumnews](http://consortiumnews.com), le 3 août 2022

Version française publiée sur le site [Le Grand Soir](http://LeGrandSoir.com)

La source originale de cet article est [consortiumnews.com](http://consortiumnews.com)  
Copyright © [Chris Hedges](http://ChrisHedges.com), [consortiumnews.com](http://consortiumnews.com), 2022

Articles Par : [Chris Hedges](http://ChrisHedges.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)